DOTATION SPECIALE INSTITUTEURS 2021 FICHE INDIVIDUELLE (SITUATION DE L'INSTITUTEUR AU 1er OCTOBRE 2021

PARTIE A REMPLIR PAR LA DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L N.N.I	
NOM . NOM DE JEUNE FILLE . PRENOMS.	
L'intéressé(e) a-t-il/elle été intégré(e) dans le corps des professeurs des écoles ? □ OUI À quelle date :	
Elle/il bénéficiait à titre personnel d'un logement dans le cadre du droit au logement	
Elle/il bénéficiait à titre personnel de l'IRL dans le cadre du droit au logement des in Elle/il avait refusé le logement décent proposé par la commune lors de sa nomination	
□ NON - Remplissez la suite de la fiche	ii dans cette commune.
SITUATION DE FAMILLE: Célibataire Déclaré concubin Divorcé Avec enfant(s) à charge Marié Pacsé Veuf En cas de séparation ou de divorce, le ou les enfant(s) sont à la charge des 2 parents (résidence al	
OTENTRUTE - FILE institute and all institute - FILE	
STATUT : Elève instituteur sur poste d'instituteur Rééducateur psycho-formateur Instituteur adjoint (titulaire ou stagiaire) Rééducateur psycho-motricité Instituteur spécialisé (hors S.E.S., E.R.E.A., E.R.P.D) Rééducateur psycho-pédagogie Secrétaire commission C.D.E.S C.C.P.E C.C.S.D Autre spécialité: laquelle	Directeur Maître formateur Psychologue scolaire
SITUATION: En position d'activité	Congé de formation
Congés de maladie, longue maladie, bonifié Stage d'une durée ég	gale ou supérieure à 1 an
NATURE DU POSTE OCCUPE ^(*) : Enseignement Décharge com	
Psychologie scolaire Remplacement Assistance pédagog	• • □
Autre: laquelle AFFECTATION ADMINISTRATIVE (nom et adresse de l'école):	
Pour un directeur nommé avant le 2 mai 1983 : l'intéressé exerce-t-il toujours, depuis cette date, dans la même commune ?	OUI NON
OBSERVATIONS EVENTUELLES	
DI DETIE A DEMONITORIO DI DI DI DI MANDE	
PARTIE A REMPLIR PAR LE MAIRE COMMUNE DE :	
PARTIE A REMPLIR PAR LE MAIRE COMMUNE DE : a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ?	
PARTIE A REMPLIR PAR LE MAIRE a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il :	OUI NON OUI NON
PARTIE A REMPLIR PAR LE MAIRE a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ?	OUI NON OUI NON OUI NON
PARTIE A REMPLIR PAR LE MAIRE a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles?	OUI NON OUI NON OUI NON
PARTIE A REMPLIR PAR LE MAIRE a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ?	OUI NON OUI NON OUI NON
PARTIE A REMPLIR PAR LE MAIRE a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles?	OUI NON OUI NON OUI NON OUI NON OUI NON
PARTIE A REMPLIR PAR LE MAIRE a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative?	OUI NON OUI NOUI N
PARTIE A REMPLIR PAR LE MAIRE a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative? d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ?	OUI NON
a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative? d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ? Si oui, est-il instituteur ? Si oui, exerce-t-il ses fonctions dans votre commune ? ou dans une commune distante de moins de 5 km ?	OUI NON
a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative? d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ? Si oui, est-il instituteur ? Si oui, exerce-t-il ses fonctions dans votre commune ?	OUI NON OUI OUI OUI NON OUI
a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative? d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ? Si oui, est-il instituteur ? Si oui, exerce-t-il ses fonctions dans votre commune ? ou dans une commune distante de moins de 5 km ? Nom de la commune :	OUI NON OUI OUI NON OUI NON OUI OUI NON OUI NON OUI OUI NON OUI OUI OUI NON OUI
a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative? d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ? Si oui, est-il instituteur ? Si oui, exerce-t-il ses fonctions dans votre commune ? ou dans une commune distante de moins de 5 km ? Nom de la commune : Bénéficie-t-il d'un logement ou d'une indemnité en tenant lieu ? Date et signature du maire : OBSERVATIONS EVENTUELLES	OUI NON OUI OUI NON OUI NON OUI OUI NON OUI NON OUI OUI NON OUI OUI OUI NON OUI
a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative? d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ? Si oui, est-il instituteur ? Si oui, exerce-t-il ses fonctions dans votre commune ? ou dans une commune distante de moins de 5 km ? Nom de la commune : Bénéficie-t-il d'un logement ou d'une indemnité en tenant lieu ? Date et signature du maire : OBSERVATIONS EVENTUELLES	OUI NON OUI OUI NON OUI NON OUI OUI NON OUI NON OUI OUI NON OUI OUI OUI NON OUI
a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative? d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ? Si oui, est-il instituteur ? Si oui, exerce-t-il ses fonctions dans votre commune ? ou dans une commune distante de moins de 5 km ? Nom de la commune : Bénéficie-t-il d'un logement ou d'une indemnité en tenant lieu ? Date et signature du maire : OBSERVATIONS EVENTUELLES	OUI NON OUI NO
a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative? d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ? Si oui, est-il instituteur ? Si oui, exerce-t-il ses fonctions dans votre commune ? ou dans une commune distante de moins de 5 km ? Nom de la commune : Bénéficie-t-il d'un logement ou d'une indemnité en tenant lieu ? Date et signature du maire : OBSERVATIONS EVENTUELLES PARTIE A REMPLIR PAR LES SERVICES DE LA PREFECTURE	OUI NON OUI NO
a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative? d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ? Si oui, est-il instituteur ? Si oui, exerce-t-il ses fonctions dans votre commune ? ou dans une commune distante de moins de 5 km ? Nom de la commune : Bénéficie-t-il d'un logement ou d'une indemnité en tenant lieu ? Date et signature du maire : OBSERVATIONS EVENTUELLES PARTIE A REMPLIR PAR LES SERVICES DE LA PREFECTURE OBSERVATIONS : La commune percevra-t-elle la compensation forfaitaire ?	OUI NON OUI NO
a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative? d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ? Si oui, est-il instituteur ? Si oui, exerce-t-il ses fonctions dans votre commune ? ou dans une commune distante de moins de 5 km ? Nom de la commune : Bénéficie-t-il d'un logement ou d'une indemnité en tenant lieu ? Date et signature du maire : OBSERVATIONS EVENTUELLES PARTIE A REMPLIR PAR LES SERVICES DE LA PREFECTURE OBSERVATIONS : La commune percevra-t-elle la compensation forfaitaire ?	OUI NON OUI OUI OUI NON OUI
a) La commune a-t-elle proposé de loger l'intéressé conformément à la loi du 19 juillet 1889 : - lors de sa nomination dans la commune ou lors de l'ouverture du droit ? - postérieurement à l'ouverture du droit au logement ? b) L'intéressé a-t-il : - accepté ce logement ? - quitté ce logement pour convenances personnelles? - quitté ce logement pour non conformité à la notion de "logement convenable" ? c) L'intéressé doit-il percevoir l'indemnité représentative? d) Le conjoint, concubin ou pacsé est-il fonctionnaire ? Si oui, est-il instituteur ? Si oui, exerce-t-il ses fonctions dans votre commune ? ou dans une commune distante de moins de 5 km ? Nom de la commune : Bénéficie-t-il d'un logement ou d'une indemnité en tenant lieu ? Date et signature du maire : OBSERVATIONS EVENTUELLES PARTIE A REMPLIR PAR LES SERVICES DE LA PREFECTURE OBSERVATIONS : La commune percevra-t-elle la compensation forfaitaire ? OU L'instituteur percevra-t-il l'indemnité ? Si oui,	OUI NON OUI NO